



# POLITIQUE DE LA VILLE

Note de Cadrage pour  
la Programmation 2019

# SOMMAIRE

<b>PREAMBULE.....</b>	<b>Page 02</b>
<b>PRESENTATION DU CADRE GENERAL DU CONTRAT DE VILLE.....</b>	<b>Page 02</b>
o Les principes fondamentaux .....	Page 02
o Les axes prioritaires du contrat de ville.....	Page 02
<b>LA GEOGRAPHIE PRIORITAIRE.....</b>	<b>Page 03</b>
o Quartiers prioritaires de la CAPH (30 540 habitants).....	Page 03
o Les publics cibles.....	Page 04
o Les logiques à mettre en œuvre.....	Page 04
o La question de l'innovation.....	Page 04
o La participation des usagers, au début, au cœur, et à la fin des actions.....	Page 05
o La question de la mutualisation.....	Page 05
o Le primat de la proximité.....	Page 05
o Le pilotage communautaire garant de la cohérence.....	Page 06
o La place des Conseils Citoyens.....	Page 06
<b>LES CREDITS MOBILISABLES.....</b>	<b>Page 07</b>
o Les crédits spécifiques Politique de la Ville de la Région Hauts de France.....	Page 07
o Les Crédits spécifiques CAPH/communes.....	Page 10
<b>ORIENTATIONS POUR 2019.....</b>	<b>Page 10</b>
o Axe 1- Adaptation des cadres de mise en œuvre de l'action publique.....	Page 10
o Axe 2 - Insertion / Emploi.....	Page 10
o Axe 3 - Promotion ; Prévention en santé publique.....	Page 11
o Axe 4 - Habitat et renouvellement urbain.....	Page 11
o Axe 5 - Apprentissages.....	Page 12
⇒ Pour le DRE.....	Page 13
o Axe 6 - Prévention de la délinquance.....	Page 13
o Axe 7- Citoyenneté et vie sociale.....	Page 13
<b>LE LANCEMENT DE LA PROGRAMMATION 2019.....</b>	<b>Page 14</b>
<b>LE CALENDRIER DE LA PROGRAMMATION 2019.....</b>	<b>Page 14</b>
<b>CRITERES DE RECEVABILITE DES DOSSIERS.....</b>	<b>Page 15</b>
o Présentation des dossiers.....	Page 15
o Lieu de déroulement des actions.....	Page 15
o Objectifs généraux et opérationnels.....	Page 15
o Critères d'éligibilité.....	Page 15
o Dépenses éligibles.....	Page 16
o Règles générales de financement.....	Page 16
<b>PROCEDURE DE TRANSMISSION DES DOSSIERS.....</b>	<b>Page 16</b>
<b>PROCEDURE D'INSTRUCTION DES DOSSIERS.....</b>	<b>Page 17</b>
<b>SUIVI ET EVALUATION DES ACTIONS.....</b>	<b>Page 17</b>
<b>CONTACTS CAPH.....</b>	<b>Page 18</b>

## PREAMBULE

Les crédits de droit commun (Etat, Région, Département) sont à mobiliser en amont des crédits spécifiques. Les moyens de la politique de la ville sont concentrés dans les quartiers les plus en difficulté, dits quartiers « Règlementaires ».

Le droit commun correspond aux politiques sectorielles (santé, développement économique, éducation...) qui s'appliquent sur l'ensemble d'un territoire sans distinction entre les quartiers. Ces politiques de droit commun relèvent des compétences de toutes les institutions signataires du Contrat de Ville.

L'appel à projet de la programmation politique de la ville est commun à l'ensemble des crédits spécifiques Etat, Région, CAPH et communes. L'ensemble des dossiers mobilisant des crédits spécifiques sont instruits par un comité partenarial avec un calendrier et un tableau de programmation identiques pour l'ensemble des dispositifs.

## PRESENTATION DU CADRE GENERAL DU CONTRAT DE VILLE

### LES PRINCIPES FONDAMENTAUX

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 précise que les Contrats de Ville reposent sur quatre piliers :

- Développement économique et Emploi
- Cadre de vie et Renouvellement urbain
- Cohésion sociale
- Citoyenneté et Valeurs républicaines

Par ailleurs, conformément aux dispositions de la Loi, le contrat de ville de la CAPH a intégré des priorités transversales :

- L'égalité des chances Femmes-Hommes
- La lutte contre les discriminations
- La jeunesse
- La participation des habitants

*NB : La note de cadrage départementale 2019 de l'Etat indique que le Ministre de la Cohésion des Territoires souhaite que le pilier « Développement économique et emploi » tende vers les 20% de l'enveloppe des crédits politique de la ville déléguée par l'Etat à chaque collectivité porteuse d'un contrat de ville.*

*Cet objectif est donc intégré dans l'appel à projets de l'année 2019.*

### LES AXES PRIORITAIRES DU CONTRAT DE VILLE

Ces axes prioritaires déclinés en objectifs et en mesures constituent le socle du programme d'actions. Chaque projet déposé dans la programmation doit donc s'inscrire dans ce cadre. Le tableau joint, extrait du contrat de ville détaille de façon exhaustive l'ensemble des axes, priorités, et objectifs correspondants.

Axes prioritaires du contrat de ville (Confer tableau joint)

- Axe1 : Adaptation des cadres de mise en œuvre de l'action publique (axe interne CAPH)
- Axe 2 : Insertion / Emploi
- Axe 3 : Promotion prévention en Santé publique
- Axe 4 : Habitat et renouvellement urbain
- Axe 5 : Apprentissages

- Axe 6 : Prévention de la délinquance
- Axe 7 : Citoyenneté et vie sociale

## LA GEOGRAPHIE PRIORITAIRE

### Quartiers prioritaires de la CAPH (30 540 habitants)

Nom du quartier	Communes dans le périmètre	Population	Revenu médian
Denain Centre	Denain, Douchy-les-Mines, Louches, Haulchin	13 980	8 000
Boulevard de la Liberté	Douchy-les-Mines	3 440	8 400
Schneider	Escaudain, Louches, Roeulx	2 290	8 700
Couture Savonnerie	Escaudain	1 200	10 600
Gambetta	Louches, Denain, Escaudain	1 240	9 000
Sabatier	Raismes	2 820	10 700
Brunehaut	Escautpont, Raismes	1 270	9 700
Collinière	Saint-Amand-les-Eaux	1 440	9 100
Elnon	Saint-Amand-les-Eaux	1 110	10 100
Arenberg	Wallers, Bellaing, Raismes	1 750	10 800

Nom du quartier	Communes dans le périmètre	Population	Revenu médian
Zone Intercommunale Rives de L'Escaut	Raismes et territoire CAVM	<b>655</b> (CAPH) 10595 (CAVM)	9 200
Cité Thiers - Cité du Rivage	Escautpont et territoire CAVM	<b>462</b> (CAPH) 1838- (CAVM)	9 100
Dutemple Chasse Royale Saint Waast - La Sentinelle	La Sentinelle et territoire CAVM	<b>330</b> (CAPH) 3798 (CAVM)	7 700

### **Quartiers de la CAPH inclus dans le zonage prioritaire de la CAVM (1 447 habitants)\***

\*Les actions s'adressant aux habitants du QPV (et non principalement aux habitants de la CAPH sur ces quartiers inter-agglomérations peuvent être déposés auprès des services de la CAVM)

Territoires de veille active : 68 460 habitants

**Denain** (Tous les autres quartiers de la commune) - **Douchy-Les-Mines** (Tous les autres quartiers de la commune) - **Lourches** (Tous les autres quartiers de la commune) - **Escaudain** (Tous les autres quartiers de la commune) - **Wavrechain-Sous-Denain** (Tous les quartiers de la commune) - **Roeulx** (Tous les quartiers de la commune) - **Wallers** (Tous les autres quartiers de la commune) - **Haveluy** (Tous les quartiers de la commune) - **Bellaing** (Tous les quartiers de la commune) - **Raismes** (Tous les autres quartiers de la commune) - **Escaupont** (Tous les autres quartiers de la commune) - **La Sentinelle** (Tous les quartiers de la commune) - **Saint-Amand-Les-Eaux** (Le moulin des loups - Quartier du limon) - **Mortagne Du Nord** (Tous les quartiers de la commune)

### **Les publics cibles**

Dans le champ de la politique de la ville, c'est le public, destinataire de l'action publique qui fait sens. Cette précision est importante car les multiples réformes de la Politique de la Ville portent souvent sur le zonage, la méthodologie, les moyens ou les priorités thématiques. Le ciblage du public vient trop souvent au second plan.

De manière générale, la CAPH étant un territoire cumulant des difficultés au regard de l'ensemble des indicateurs socio-économiques, **les moyens d'actions du Contrat de Ville devraient concerner la majeure partie des populations du territoire.**

**Au-delà des restrictions de crédits et de périmètres, cette exigence demeure de pleine actualité.**

**Sans vouloir exclure certains publics, et à la lumière du diagnostic du territoire, les efforts seront concentrés, de manière prioritaire, en direction :**

- Des publics jeunes (préadolescents et adolescents) et des jeunes adultes (18-25 ans)
- Des jeunes familles (Parents âgés de moins de 30 ans et leurs enfants)
- Des femmes

**En tout état de cause, les programmes de développement social et les opérations de rénovation urbaine doivent intégrer cette priorité et produire des effets favorables sur les conditions de vie de ces publics.**

### **Les logiques à mettre en œuvre**

**Les publics isolés et cumulant les difficultés sont plus difficiles à repérer.**

Sans doute des efforts appuyés en matière de médiation sociale favoriseront l'inclusion de ces publics.

Sont ainsi à privilégier les **actions intégrant un repérage ciblé des publics** (exemple : les actions mobilisées dans le cadre du Dispositif de Réussite éducative)

De la même façon, **la logique de parcours** doit prévaloir. Seules les actions œuvrant dans cette logique produisent des effets mesurables et permettent une bonne articulation des dispositifs mis en œuvre au bénéfice exclusif de la promotion, de la qualification et de l'inclusion sociale des publics cibles.

**Les porteurs de projets doivent donc innover. L'innovation sociale est essentielle afin de s'assurer d'une adéquation optimale entre les actions programmées et leurs destinataires.**

### **La question de l'innovation**

Le territoire capitalise une longue expérience dans le domaine de l'intervention sociale et a depuis plusieurs années qualifié son action. A la faveur de ce nouveau contrat les programmations doivent refléter la capacité des acteurs à innover.

Il conviendra d'élaborer des réponses nouvelles à des besoins sociaux nouveaux ou mal satisfaits dans les conditions actuelles des politiques sociales, en impliquant la participation et la coopération des professionnels (Bénévoles, éducateurs, professionnels de santé, enseignants, référents RSA, agents territoriaux des CCAS), les usagers. Les services innovants tant par le mode d'organisation, le repérage des publics, la mise en œuvre, la méthodologie utilisée peut couvrir tous les domaines : l'isolement des personnes âgées, la petite enfance, le logement, la santé, la lutte contre la pauvreté, l'exclusion, les discriminations.

Quatre critères peuvent définir le caractère innovant d'une action :

- Réponse à un besoin social mal satisfait
- Génération d'autres effets positifs.
- Expérimentation et prise de risque
- Implication, coopération des acteurs concernés

Les actions innovantes peuvent être accompagnées par l'Etat sur les crédits dérogatoires à un taux de participation pouvant aller jusqu'à 80% des dépenses éligibles.

### **La participation des usagers, au début, au cœur, et à la fin des actions**

La **participation des usagers** est un point essentiel dans la démarche de la Politique de la Ville.

L'appropriation de l'action par les usagers permet une mobilisation renforcée des publics. La participation doit également être un élément important inscrit dans la démarche de chaque action de proximité. Les habitants, acteurs et destinataires des actions de proximité doivent être associés à chaque étape : conception, organisation, mise en œuvre et évaluation.

### **La question de la mutualisation**

Le nouveau contrat doit être l'occasion de créer une rupture conceptuelle avec les postures pré-existantes. La mise en commun des moyens, des publics, des énergies, et des savoir-faire est indispensable. Pas seulement pour réaliser des économies d'échelle mais par souci d'efficience de l'action publique.

Pour faire face aux enjeux de la précarité, de la relégation, de la détresse des publics cibles, la conjugaison coordonnée des compétences et des moyens, bien présents sur le territoire doit créer les conditions d'un changement social. Le contrat de ville de la CAPH prend donc le parti d'une nécessaire évolution des pratiques.

La politique de la Ville ne se limite pas à la bonne gestion des enveloppes de crédits spécifiques, c'est aussi et surtout, une façon de travailler ensemble, dans le même sens, en conjuguant les moyens, dans la confiance mutuelle et le respect des contraintes de chacun. Les bonnes pratiques subsisteront après 2020, au bénéfice des habitants, usagers et destinataires de l'action sociale.

### **Le primat de la proximité**

La Politique de la Ville se met en œuvre dans la proximité, au plus près des habitants. La proximité doit se comprendre dans ses deux sens : une proximité spatiale d'une part, pour agir à l'échelle du quartier et des lieux de vie des habitants. Une proximité sociale d'autre part, pour agir en lien étroit avec les préoccupations des habitants et emporter une

adhésion aux démarches engagées.

### **Le pilotage communautaire garant de la cohérence**

Le Contrat de Ville est piloté par la Communauté d'agglomération. On peut voir là un paradoxe puisque les logiques de développement social local se mettent en œuvre à l'échelle des communes, et à l'échelle du quartier, dans la proximité. Toutefois il ne faut pas entendre le pilotage comme une organisation verticale qui de ce fait éloignerait les habitants des lieux de décisions. La CAPH est un groupement intercommunal. La compétence « Politique de la Ville » exercée par la CAPH, ne peut exister sans les communes qui demeurent les acteurs essentiels de la mise en œuvre de la Politique de la Ville.

Le pilotage intercommunal est le garant de la cohérence et de l'équilibre des programmations.

Il permet:

- D'évaluer cette politique publique de façon distanciée
- D'agir sur des champs inexplorés de la Politique de la Ville en orientant les appels à projets
- De maintenir une articulation indispensable avec les politiques communautaires, notamment l'équilibre social de l'habitat, l'emploi, l'insertion, le développement économique
- De repérer les actions et dispositifs mutualisables, de faciliter le transfert d'expériences, la mise en commun de moyens.
- De participer à la qualification de l'action publique en promouvant « les logiques de parcours » comme méthodologie d'intervention privilégiée auprès des publics ciblés.
- De favoriser de nouveaux modes de coopération entre les partenaires de la Politique de la Ville.

### **La place des Conseils Citoyens**

La loi pose le principe de la co-construction de la politique de la ville avec les habitants à travers la création de conseils citoyens dans les territoires prioritaires, qui auront pour mission d'être des lieux d'échanges entre habitants, d'assurer la représentation des habitants dans toutes les instances du contrat de ville et de constituer un espace permettant les initiatives à partir des besoins des habitants.

Les conseils citoyens doivent être associés à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation des programmations d'actions pour les quartiers et leurs habitants.

A l'échelle communale, les modalités de la représentation des Conseils Citoyens sera précisée lors d'une instance spécifique.

A l'échelle intercommunale, des représentants issus des Conseils Citoyens participeront aux différentes réunions / instances qui ponctueront la programmation 2019.

## LES CREDITS MOBILISABLES

Le Contrat de ville s'adresse aux quartiers prioritaires, quartiers vécus et quartiers de veille active de l'agglomération et couvre ainsi les différents périmètres donnant accès aux crédits :

- de droit commun de l'ensemble des partenaires, sur l'ensemble du territoire intercommunal (quartiers règlementaires – quartiers vécus et territoires de veille active)
- de droit commun renforcé sur les territoires en géographie prioritaire, quartiers règlementaires, quartiers vécus et territoires de veille active, conformément aux dispositions relevant des conventions interministérielles
- spécifiques « politique de la ville » de l'Etat pour les quartiers règlementaires et quartiers vécus (Crédits politique de la ville – VVV – ASV -DRE)
- spécifiques « politique de la ville » de la CAPH pour les quartiers règlementaires, les quartiers vécus et les territoires de veille active
- spécifiques « politique de la ville » de la Région Hauts de France pour les quartiers prioritaires et quartiers de veille.

En outre **les crédits de l'Etat** pour les dispositifs suivants sont mobilisables pour les quartiers prioritaires :

- Crédits spécifiques DRE (Dispositif de Réussite Educative) – uniquement pour les enfants **résidant** dans les quartiers prioritaires
- Dispositif Atelier Santé Ville (ASV)
- Dispositif Ville, Vie, Vacances (VVV)
- Crédits FIPDR (Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation)\* - appel à projet spécifique au cours du 2<sup>ème</sup> semestre 2018

\* Sous réserve du calendrier propre à cet appel à projets

### Les crédits spécifiques Politique de la Ville de la Région Hauts de France

Ces crédits spécifiques comportent **des crédits en fonctionnement**, qui peuvent être mobilisés, dans le cadre et selon les modalités du présent appel à projet, jusqu'à 70% du coût total du projet dans la limite de 30.000 euros, et **des crédits en investissement** qui peuvent être mobilisés également jusqu'à 70% (50% pour les projets portés par les communes) dans la limite de 100.000 euros.

Compte tenu d'une enveloppe territoriale prédéfinie (*rappel des montants en fonctionnement et investissement*) et de sollicitations de plus en plus importantes, une optimisation des financements régionaux à hauteur de 50% maximum sera fortement recherchée.

Le cadre d'intervention régional en faveur des quartiers de la Politique de la Ville se décompose en deux volets :



## **1. Le soutien régional à l'emploi et à l'innovation qui repose sur :**

### **A/ Des « figures imposées » :**

Elles concernent des opérations que la Région souhaite voir se déployer en référence avec ses priorités et les leviers d'actions que sont le numérique, l'innovation sociale et la participation des habitants :

**Priorité 1 : Renforcer le développement économique et l'accès à l'emploi des habitants des quartiers : La Région portera un intérêt particulier aux projets permettant, par exemple, de :**

- Renforcer l'accompagnement des jeunes les moins qualifiés vers la formation et l'emploi;
- Soutenir les actions contre le décrochage scolaire et l'illettrisme;
- Favoriser l'accès à l'apprentissage;
- Stimuler et conforter le développement économique au sein des quartiers prioritaires;
- Favoriser l'insertion par l'emploi et l'entrepreneuriat, notamment grâce au développement de l'économie sociale et solidaire (ESS), du commerce et de l'artisanat.

**Priorité 2 : Contribuer à la mise en œuvre de la Troisième Révolution Industrielle (TRI) – Rev3 : Les projets soutenus dans le cadre de cette priorité devront améliorer la qualité de vie des habitants en agissant, par exemple, sur :**

- le développement d'une économie de la fonctionnalité, le développement d'un système de consommation basé sur des services (économie de partage), l'augmentation de la durée de vie des produits par des actes de réparation, de réemploi, le développement de l'économie sociale et solidaire, des circuits courts et de la consommation de proximité ;
- la réduction du gaspillage ;
- la mise à disposition des moyens nécessaires pour favoriser les biens et les services sobres en carbone, pour lutter contre la précarité énergétique et développer la mobilité durable.

**Priorité 3 : Améliorer le cadre de vie pour une meilleure appropriation des habitants de leur quartier et de leur habitat : il peut s'agir d'opérations d'investissement permettant par exemple :**

- une meilleure organisation urbaine de ces quartiers,
- une amélioration de la qualité de vie des habitants et de leur cadre de vie,
- La Région pourra également soutenir des actions relevant de la Gestion Urbaine de Proximité (GUP), notamment les projets liés à la mémoire des quartiers dans le cadre de mutations urbaines récentes, au respect des espaces publics, à la clarification de la domanialité ou à l'amélioration du lien entre habitants, services de la ville et opérateurs de logements (autour d'un projet).
- une meilleure appropriation et une sécurisation des espaces publics mis en œuvre soit dans le cadre d'un projet d'aménagement urbain (intervention sur les espaces publics, locaux collectifs, aires de jeux, etc...), soit par le biais de micro-aménagements urbains proposés par les habitants et mis en œuvre dans le cadre de Fonds de Travaux Urbains (FTU).

## **B/ Des « figures libres »**

Elles permettent de financer des projets répondant plus spécifiquement aux besoins du territoire dans le cadre des thématiques du contrat de ville (santé, culture, mobilité...).

Au sein de ces figures libres, la Région soutient **les Projets d'Initiative Citoyenne** (ex-FPH) : les PIC sont des fonds gérés par une association gestionnaire en prise directe avec les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville (quartiers de veille compris). Ils doivent s'inscrire dans les thématiques suivantes :

Ces thématiques sont les suivantes :

- Insertion par l'économique ;
- Innovation sociale ;
- Démocratie numérique et sensibilisation aux usages numériques ;
- Transition énergétique et écologique ;
- Valorisation des circuits courts ;
- Lutte contre l'isolement des personnes isolées et des personnes fragiles ;
- Lutte contre l'illettrisme ;
- Echanges de savoirs, entraide et soutien scolaires ;
- Valorisation et découverte du patrimoine et de l'histoire locale ;
- Créativité artistique.

## ***2. L'opération régionale « Nos Quartiers d'Été »***

Au travers de ce dispositif, la Région Hauts-de-France soutient durant la période estivale des démarches d'animation sociale et culturelle des quartiers s'inscrivant dans le pacte social et républicain et visant à la consolidation du lien social entre habitants, générations, territoires, la montée en compétence des acteurs relais locaux et la qualification des habitants.

Ces démarches doivent reposer sur des partenariats inter-associatifs et des actions inter-quartiers voire inter-territoires. Par ailleurs, les actions devront dans la mesure du possible être étroitement corrélées aux autres manifestations régionales se déroulant pendant tout l'été, pour une vision plus intégrée des politiques régionales, par exemple avec les opérations TER/MER et TER/VERT, les musées, les clubs sportifs, les manifestations scientifiques,...

Pour les opérations NQE, un co-financement local (de la part de la ou des communes concernées), d'au moins 30 % de la dépense subventionnable est obligatoire. La demande minimale faite au titre du dispositif Nos Quartiers d'Été ne peut être inférieure à 3.000 €.

Un appel à projets régional (second semestre 2018) viendra préciser les objectifs poursuivis, les critères d'éligibilité ainsi qu'un éventuel fil rouge thématique.

**Contact : Arnaud SEVERIN - Service Cohésion Sociale et Urbaine - Direction de l'Aménagement du Territoire et du Logement - Région Hauts de France : [arnaud.severin@hautsdefrance.fr](mailto:arnaud.severin@hautsdefrance.fr)**

## Les Crédits spécifiques CAPH/communes

Une action peut-être financée par la CAPH si sa portée est communautaire et si elle entre dans le champ de l'intérêt communautaire.

Une action peut être financée par une commune si sa portée est communale. Plusieurs communes peuvent également cofinancer une action de portée intercommunale.

Toute action mobilisant les crédits dans le cadre de cet appel à projet doit nécessairement s'inscrire dans le cadre des priorités définies au sein du Contrat de Ville.

Les financements spécifiques Politique de la Ville interviennent uniquement en complément des financements de droit commun. Si les services instructeurs l'estiment opportun, ils pourront orienter certaines actions vers des financements de droit commun.

## Orientations pour 2019

La Politique de la Ville n'a pas pour vocation à financer les activités régulières d'une structure ni son fonctionnement annuel mais des projets présentant une plus-value certaine. La Politique de la Ville n'intervient qu'en complémentarité des dispositifs de droit commun.

Le contrat de ville insiste sur le nécessaire équilibre entre les différents axes. A l'analyse des programmations précédentes certains champs restent inexplorés. Nous appelons donc les porteurs de projets à déposer des actions dans les domaines prioritaires du Contrat de Ville jusqu'en 2020.

Par ailleurs, la démarche de concertation menée par la CAPH au cours du dernier trimestre 2017 a permis de faire dialoguer professionnels et habitants issus d'institutions, d'associations et de conseils citoyens. A travers les 4 piliers du contrat de ville, le regard posé sur les enjeux du territoire a permis de préciser les axes de développement à privilégier développés ci-dessous :

### Axe 1 : Adaptation des cadres de mise en œuvre de l'action publique

(Axe interne à la CAPH)

### Axe 2 : Insertion / Emploi

La CAPH finance les ateliers chantiers d'insertion sur ses crédits spécifiques. Depuis 2017, une harmonisation des financements a été instaurée afin d'éviter les écarts parfois importants entre les structures.

Au regard des besoins identifiés sur cet axe, il conviendra de développer :

- Des actions liées à l'estime de soi et à la confiance en soi, préalables à toute action d'insertion sociale et professionnelle.
- Des actions favorisant la découverte des métiers en tension et la validation de projets professionnels. Il est attendu la mise en place d'actions impliquant des

entreprises locales (visites d'entreprises, mise en situation professionnelle, rallye...).

### **Axe 3 : Promotion ; Prévention en santé publique**

Au regard des besoins identifiés sur cet axe, il conviendra de développer :

- des actions visant à faciliter l'accès aux soins en améliorant la connaissance des dispositifs existants en la matière auprès de la population et des professionnels en contact avec les publics, ainsi qu'en travaillant à la levée des freins périphériques (mobilité, conditions de vie, freins d'ordre psychologique...).
- des actions de prévention précoce, particulièrement à destination du public jeune et autour de la thématique des addictions (drogues, tabac, écrans) et des grossesses précoces, maladies sexuellement transmissibles.
- des actions d'incitation au dépistage des maladies chroniques (cancer, diabète...) et de promotion du bilan de santé.
- des actions de prévention et d'accompagnement social autour de la santé mentale (en complément des parcours de soins).
- des actions d'éducation à la santé structurantes autour de l'équilibre alimentaire et la promotion de l'activité physique régulière, adaptées au public en situation de précarité.

Pistes d'actions issues des Groupes d'Appui Thématiques de Septembre 2017

#### Alimentation/activité physique :

- L'utilisation des jardins comme support de travail auprès des habitants
- La réflexion autour de la mobilisation du public sur les actions d'alimentation et d'activité physique

### **Axe 4 : Habitat et renouvellement urbain**

Pour la thématique « Habitat - Renouvellement Urbain », en cohérence avec le Plan Local de l'Habitat (PLH), seront examinés avec une attention particulière les projets innovants qui contribuent à mieux lutter contre l'habitat insalubre (santé, sécurité) et la précarité énergétique (maîtrise des charges, éco-gestes...), et qui favorisent un accès ou un maintien de qualité dans le logement.

Il s'agit en effet de soutenir les efforts permettant de qualifier durablement le logement et/ou le cadre de vie entendu de manière large (économies d'énergie, propreté, tri sélectif, sécurité routière...).

#### Les projets proposés devront être attentifs :

- à l'identification et au repérage des situations
- à la qualification des démarches de médiation et/ou de sensibilisation
- à l'implication des habitants et au développement d'initiatives citoyennes
- à l'adaptation de la communication

Si en matière d'amélioration du cadre de vie ou de tenue du logement, sensibilisation à l'environnement et appropriation des lieux de vie sont des enjeux essentiels ; l'accès à

l'information et les approches éducatives en sont autant.

Seront ainsi particulièrement favorisées les actions préventives développées dans une logique globale et inscrites dans le cadre d'un accompagnement collectif de proximité « qualifiant ».

## **Axe 5 : Apprentissages**

Les groupes d'appui thématique ont permis de définir deux axes de travail, chacun décliné par des pistes d'actions :

### **Premier axe de travail :**

- Actions visant à encourager la mise en place de projets s'appuyant sur des pédagogies innovantes et actions favorisant le raisonnement et l'esprit critique (pédagogie collaborative, action qui stimule l'auto-apprentissage, apprentissage du débat argumenté....)

#### Pistes d'actions issues des Groupes d'Appui Thématiques de Septembre 2017

- Nécessité de s'accorder sur une stratégie par territoire, pour inscrire une action dans un projet de quartier
- Développer une politique jeunesse sur le territoire, avoir des priorités et y mettre les conditions de réussite
- Favoriser les démarches d'éducation populaire afin de développer l'esprit critique des jeunes

### **Second axe de travail :**

Action de lutte contre le décrochage scolaire du jeune (à partir de 16 ans)  
(accompagnement en amont des dispositifs de droit commun)

#### Pistes d'actions issues des Groupes d'Appui Thématiques de Septembre 2017

- Développer des liens, des passerelles entre les professionnels qui interviennent en temps scolaire et ceux qui interviennent en temps extra-scolaires
- Développer les chantiers éducatifs en alternative à l'exclusion
- Favoriser les échanges entre les enseignants et les parents en dehors de l'école
- Outiller les parents sur les usages numériques
- Développer les liens avec les acteurs du champ de la jeunesse
- Valoriser les compétences des jeunes et assurer leur promotion individuelle

## Pour le DRE

### L'exercice de la fonction parentale :

- Actions mutualisées en lien avec la fonction parentale

### Santé et accès aux soins :

- Sensibiliser et faire de la prévention en accompagnant les familles
- Renforcer et rendre accessibles les parcours de soins

### Réussite scolaire et accès aux savoirs :

- Expérimenter des pédagogies innovantes
- Améliorer l'articulation des temps scolaire et périscolaire

## Axe 6 : Prévention de la délinquance

- Actions de lutte contre la récidive à destination des primo-délinquants (action d'accompagnement renforcé qui vise la définition de projet personnel et professionnel)
- Actions d'accompagnement de mise en œuvre des mesures de réparation des préjudices à destination des primo délinquants (sensibilisation, création de réseau, inscription durable dans un partenariat local...).
- Action de prévention pour un public ciblé, qui présente des risques particuliers de délinquance (accompagnements, action de remobilisation).
- Prévention primaire : actions de médiation visant à sensibiliser le public jeune sur les différentes formes de violences.
- Actions visant la lutte contre les violences conjugales inscrites dans une stratégie partenariale et globale d'intervention (prévention, accompagnement global, suivi...).

## Axe 7: Citoyenneté et vie sociale

### Concept de citoyenneté

Selon l'UNESCO : « L'Education à la citoyenneté démocratique est un ensemble de pratiques et d'activités destinées aux jeunes et aux adultes, dans le but de les armer pour participer activement à la vie démocratique, en assumant et en exerçant leurs droits et leurs responsabilités. »

La citoyenneté passe par l'apprentissage des droits et des devoirs du citoyen, le respect des valeurs démocratiques et des droits de l'homme, par l'engagement des individus dans les activités collectives ou visant l'intérêt général.

L'éducation à la citoyenneté est un outil pédagogique qui renforce le vivre ensemble.

#### Pistes d'actions issues des Groupes d'Appui Thématiques de Septembre 2017

- Actions en direction des jeunes âgés de 16 à 25 ans permettant de former le raisonnement, de développer le sens critique (notamment par l'éducation aux médias, fake news ...) de s'approprier les valeurs républicaines (laïcité).
- Actions qui développent la pratique de l'exercice de la citoyenneté sous différentes formes (coopération, service civique, chantiers éducatifs et citoyens ...)
- Action visant à promouvoir l'exercice de la citoyenneté à travers l'appropriation du territoire et notamment le patrimoine de l'UNESCO.
- Action visant à développer l'accès aux droits (informer et accompagner le public, formation des agents dont les missions concernent l'accueil du public, faciliter et accompagner l'accès à internet du public y étant éloigné). Faciliter et développer la présence des structures « hors les murs ».

#### LE LANCEMENT DE LA PROGRAMMATION 2019

Poursuite de la dynamique engagée en 2018 à l'occasion de la programmation 2018 dans le cadre des groupes d'appui thématiques.

La Porte du Hainaut et ses partenaires insistent sur le fait de la nécessité de co-construire la programmation 2019.

Tout dossier déposé devra **IMPERATIVEMENT** avoir fait l'objet d'une rencontre entre la structure et un chef de projet sous peine de voir le dossier rejeté en commission de co-instruction.

#### LE CALENDRIER DE LA PROGRAMMATION 2019

17 juillet 2018	Lancement de la programmation 2019 du Contrat de Ville
11 septembre 2018	Réunion d'informations et d'échanges sur les attendus et les outils de la Programmation Politique de la Ville 2019
19 octobre 2018	Date limite de dépôt des dossiers PRE
19 octobre 2018	Date limite de dépôt des dossiers de demande de subvention <b>version papier et numérique*</b>
Janvier 2019	Réunions d'information sur la plateforme DAUPHIN puis saisie des dossiers sur DAUPHIN par les opérateurs
Janvier-février 2019	Réunions d'instruction partenariales
Fin 1 <sup>er</sup> trimestre – début 2 <sup>ème</sup> trimestre 2019	Comité de Pilotage validant la programmation 2019
2 <sup>ème</sup> trimestre 2019	Délibérations aux Conseil Communautaire et Conseils Municipaux

(\*) Le dossier de demande de subvention figure en annexe de cette note de cadrage, ce document devra être imprimé, signé et être adressé au service Politique de la Ville en version papier et numérique.

ATTENTION : Les notifications de décisions vous seront transmises, par chaque financeur, une fois que les délibérations seront prises au sein des différentes institutions.

**Tout commencement d'exécution avant la notification de la décision se fait sous l'entière responsabilité de la structure.**

En cas d'avis défavorable, un courrier motivant cet avis vous sera transmis au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2019.

## CRITERES DE RECEVABILITE DES DOSSIERS

### Présentation des dossiers :

Les dossiers doivent être détaillés et complets, contenir les éléments précis permettant d'apprécier la qualité et la pertinence des actions. S'il s'agit d'une demande de renouvellement d'action, un bilan intermédiaire qualitatif, nominatif et quantitatif arrêté au **31 août 2018** devra être obligatoirement transmis. Tout dossier incomplet sera déclaré irrecevable.

### Lieu de déroulement des actions :

Chaque dossier doit définir de façon précise et certaine les quartiers en géographie prioritaire où se déroulera l'action. Il importera de définir en amont de la réalisation de l'action une méthode permettant d'identifier l'origine géographique des bénéficiaires.

### Objectifs généraux et opérationnels :

Chacune des actions doit répondre au minimum à un objectif du Contrat de Ville et au maximum à 3 objectifs du Contrat de Ville, en ciblant un objectif majoritaire à atteindre. Les critères d'évaluation doivent être définis, et devront nécessairement être renseignés lors du bilan de l'action.

### Critères d'éligibilité :

Les projets déposés doivent être en conformité avec les priorités du **Contrat de Ville**.

Le cas échéant, il convient de répondre aux priorités des autres appels à projets (FIPDR, ARS...).

Par ailleurs, les opérateurs devront aussi préciser la façon dont ils prennent en compte une ou plusieurs priorités transversales de la politique de la ville, à savoir :

- L'égalité des chances Femmes-Hommes
- La lutte contre les discriminations
- La jeunesse
- La participation des habitants

Rappel : Les associations ont l'obligation de rencontrer ou prendre contact avec un référent politique de la ville pour les programmations d'agglomération et/ou d'arrondissement ou avec le chef de projet Politique de la Ville territorial pour les programmations communales, avant tout dépôt de dossier.



### Dépenses éligibles :

Les crédits spécifiques de la Politique de la Ville ne peuvent contribuer au financement du fonctionnement des associations. Ils doivent permettre la mise en œuvre d'actions spécifiquement dédiées aux quartiers et innovantes.

En conséquence, les dépenses éligibles portent sur les charges directement imputables à la mise en œuvre de l'action.

La circulaire du 4 avril 2002 relative aux règles d'utilisation des crédits concourant à la mise en œuvre de la politique de la ville indique que **les frais de structure ne peuvent dépasser 10 % du total de la subvention accordée dans les projets.**

### Règles générales de financement:

Pour les crédits spécifiques Etat, les demandes de subvention ne peuvent pas être inférieures à 5 000 € ; **les taux de cofinancement de l'État sur la part contrat de ville sont les suivants :**

- 80 % maximum pour des actions innovantes
- 50 % maximum pour les actions reconduites
- 30 % pour les actions reconduites et à réorienter sur le droit commun en 2019
- Pour les crédits spécifiques de la CAPH, les associations, CCAS, Caisses des écoles, peuvent (sous réserve de l'éligibilité de leur projet) être cofinancés par des crédits communautaires. Par contre, les communes membres de la CAPH ne peuvent pas, en tant que maîtres d'ouvrage être subventionnées par leur Groupement au titre d'une action de fonctionnement.

## PROCEDURE DE TRANSMISSION DES DOSSIERS :

**Nouveauté 2019 :** Cette année, le dépôt de la programmation se fera sur une nouvelle plateforme du CGET, Dauphin, en remplacement d'Addel.

Exceptionnellement, du fait du calendrier de déploiement de ce nouvel outil incompatible avec notre échéancier, nous vous informons que, **pour le dépôt de la programmation 2019 au 19 octobre 2018, vous n'aurez pas à saisir en ligne votre dossier, mais à l'envoyer au service Politique de la Ville** par mail ainsi qu'un original en version papier (voir détails ci-dessous).

Des séances d'information seront organisées afin de vous approprier ce nouvel outil d'ici janvier 2019 afin que vous puissiez alors saisir votre projet en ligne sur Dauphin.

### Le dossier complet à déposer comprend :

- o Dossier de demande de subvention dûment signé par le représentant légal de votre structure
- o La Délégation de pouvoir (*si non signé par le Président*)
- o Derniers comptes approuvés
- o Le Rapport du Commissaire aux Comptes, le cas échéant  
(*Association recevant plus de 153 000 € de subventions publiques*)
- o Dernier rapport d'activité de l'association
- o Bilan intermédiaire au 31/08/2018 pour les actions renouvelées (*qualitatif, quantitatif, financier*)
- o Le relevé d'identité bancaire ou postal au nom de l'association

Pour les dossiers d'arrondissement, l'ensemble de ces documents devront être transmis à

la CAVM et à la CAPH.

Les dossiers devront être transmis aux adresses suivantes :

Adresse mail : [cvprog2019@agglo-porteduhainaut.fr](mailto:cvprog2019@agglo-porteduhainaut.fr),

Adresse postale : site Minier de Wallers-Arenberg, à l'attention du service politique de la ville, rue Michel Rondet, BP 59, 59 135 WALLERS

Adresse physique du bureau de la politique de la ville de la CAPH pour un dépôt sur place : Zone d'Activité du Plouich, rue du Commerce à RAISMES

Si votre dossier est complet, vous recevrez un accusé de réception par mail dans les 2 semaines qui suivent le dépôt de votre dossier.

Date limite de dépôt des dossiers de demande de subvention complets : **le 19 octobre 2018.**

## PROCEDURE D'INSTRUCTION DES DOSSIERS

L'instruction se déroule en deux temps :

- 1- Une première étape déterminera la recevabilité ou non des dossiers déposés (avis recevables ou irrecevables) selon les critères définis ci-dessus au regard des subventions demandées et, le cas échéant, la réorientation vers un dispositif de droit commun ;
- 2- Une seconde étape déterminera le financement ou non des actions déposées (avis favorables ou défavorables). Les avis définitifs seront validés en comité de pilotage, sous réserve des procédures de décisions propres à chaque institution sollicitée.

Avant le dépôt des dossiers sur l'extranet DAUPHIN, les actions portées à l'échelle communale et cofinancées par les Communes, devront avoir été validées par les exécutifs locaux (Bureau, commission ...).

Les porteurs d'actions sollicitant un cofinancement conjoint de la CAPH et de la CAVM sont invités à saisir leur dossier sur l'extranet DAUPHIN auprès de la CAPH et de la CAVM (Une saisie et un envoi séparé pour chaque territoire).

**ATTENTION** : Les actions renouvelées ou nouvelles non présentées au préalable aux chefs de projets Politique de la Ville, ne seront pas éligibles.

## SUIVI ET EVALUATION DES ACTIONS

Pour chaque action financée, **au moins une réunion de suivi et un comité de pilotage devront être organisés** (par le porteur du projet) où tous les financeurs seront invités.

Un calendrier précis des ateliers, interventions, temps forts, indiquant les dates et lieux de déroulement des actions, devra être fourni aux financeurs dès la validation de l'action. Des indicateurs d'évaluation devront être définis au sein du dossier, en amont de la mise en œuvre de l'action.

Ils devront permettre d'apprécier l'impact de l'action sur le public visé et sur le ou les quartiers.

Ils devront également permettre de mesurer la prise en compte des enjeux transversaux que sont l'égalité hommes-femmes, la lutte contre les discriminations, la jeunesse.

## CONTACTS CAPH

Prénom NOM	Fonction	Référent thématique	Mail
Jean DJELAOUI	Coordonnateur Politique de la Ville		<a href="mailto:jdjelaoui@agglo-porteduhainaut.fr">jdjelaoui@agglo-porteduhainaut.fr</a>
Isabelle ARNOULD	Coordonnatrice du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi – MIE Denain	Insertion/Emploi	<a href="mailto:iarnould@agglo-porteduhainaut.fr">iarnould@agglo-porteduhainaut.fr</a>
Céline LECOEUVE	Chef de Projet Escaudain et Wavrechain Sous Denain	Insertion/Emploi	<a href="mailto:clecoeuve@agglo-porteduhainaut.fr">clecoeuve@agglo-porteduhainaut.fr</a>
Gaëtane BOURDON	Chef de Projet La Sentinelle et Mortagne du Nord	Apprentissages	<a href="mailto:gbourdon@agglo-porteduhainaut.fr">gbourdon@agglo-porteduhainaut.fr</a>
Laureen GAJEK	Chef de Projet Denain	Santé	<a href="mailto:lgajek@agglo-porteduhainaut.fr">lgajek@agglo-porteduhainaut.fr</a>
Martine BLAUWART	Chef de Projet Raismes	TFPB	<a href="mailto:mblauwart@agglo-porteduhainaut.fr">mblauwart@agglo-porteduhainaut.fr</a>
Mathilde TRIUX	Chef de Projet Douchy-les-Mines	Citoyenneté et Vie Sociale	<a href="mailto:mtrioux@agglo-porteduhainaut.fr">mtrioux@agglo-porteduhainaut.fr</a>
Nadia SAÏDI	Chef de Projet Lourches et Roeulx	Habitat	<a href="mailto:nsaidi@agglo-porteduhainaut.fr">nsaidi@agglo-porteduhainaut.fr</a>
Séverine GLORIA	Chef de Projet Wallers, Bellaing et Haveluy	Prévention de la délinquance	<a href="mailto:sgloria@agglo-porteduhainaut.fr">sgloria@agglo-porteduhainaut.fr</a>